



## La CGT insertion probation

à

**M Bredin, Directeur de  
l'Administration Pénitentiaire  
M Verclytte, Secrétaire Général  
du ministère de la Justice**

### **Objet : demande d'intervention rapide DAP/ SG sur la question du recrutement des DPIP**

Monsieur le Directeur de l'administration pénitentiaire, Monsieur le secrétaire général,

Après plus de 2 mois de relances et d'interpellations de la DAP sur la gestion calamiteuse des lauréats au concours de Directeurs Pénitentiaires d'Insertion et de Probation nous sommes toujours au point mort.

17 candidats de la liste complémentaire de DPIP ont été appelés le 25 juillet à signer en toute hâte un engagement d'intégrer l'Ecole Nationale d'Administration Pénitentiaire au 9 octobre 2017 pour y suivre la formation de DPIP. En effet une autorisation budgétaire avait été donnée afin de recruter 17 DPIP supplémentaires qui intégreraient les 30 lauréats de la promotion 10.

Alors que ces 17 candidats (internes et externes) se sont déjà organisés à la fois à titre personnel (garde d'enfant, déménagement...) mais aussi à titre professionnel (renoncement à d'autres concours, démission, liquidation des congés, engagements de frais...) ils apprennent que in fine l'autorisation de recrutement n'a pas été validée par qui de droit et qu'ils n'intégreront pas l'ENAP dans 3 semaines mais peut être plus tard, ou même peut être pas du tout... Aucune communication officielle n'aura été donnée aux lauréats.

Nous avons obtenu quelques bribes d'information et c'est uniquement par ce biais que les candidats ont pu être informés. C'est également l'insistance de la CGT qui a conduit à l'envoi au 3 octobre 2017 d'un courrier indiquant aux lauréats que leur rentrée était reportée à janvier 2018.

Ainsi c'est à peine une semaine avant la rentrée en formation qu'une information à tout le moins elliptique a été donnée aux candidats.

La CGT avait sollicité les services RH et Me afin que les situations individuelles des agents soient examinées et qu'ils soient accompagnés dans la gestion personnelle et professionnelle du désengagement de l'administration. Pour la CGT, il était nécessaire de leur proposer des solutions palliatives. Si ces solutions n'étaient pas à la hauteur des conséquences dommageables du report de scolarité elles constituaient à minima la reconnaissance de la responsabilité de l'administration.

Alors que certains candidats se sont manifestés auprès des services concernés pour avoir des éléments d'informations ou être aidés dans leurs démarches, non seulement aucune proposition ne leur a été faite mais leurs mails sont restés sans réponse.

**CGT Insertion Probation**

UGFF-CGT 263, rue de Paris – case 542 – 93514 Montreuil Cedex

Téléphones 01.55.82.89.69 ou 01.55.82.89.71 – Courrier électronique : [spip.cgt@gmail.com](mailto:spip.cgt@gmail.com)

<http://www.cgtspip.org/>

Le mépris de l'administration et son attentisme ne constituent rien d'autre qu'une maltraitance que chacun reconnaît mais dont personne ne prend la responsabilité. C'est cette même maltraitance que l'on dénonce dans les SPIP, les DISP et à la DAP touchant l'ensemble des personnels qui gangrène désormais toute l'administration pénitentiaire.

Faut-il rappeler que certains candidats ont renoncé à d'autres concours, entrepris un déménagement, organisé leur vie familiale et celle de leurs proches, démissionné de leur emploi, engagé des frais ...et se retrouvent pour certains privés de revenus ?

Il est désormais indispensable que la situation des 17 lauréats soit prise en considération et qu'il ne soit pas nécessaire de saisir la justice pour qu'ils soient dédommagés des conséquences liées à la mauvaise gestion de l'administration pénitentiaire.

Il est également évident qu'ils doivent désormais connaître les modalités exactes selon lesquelles va se dérouler leur scolarité.

L'incurie de l'administration a déjà coûté beaucoup de temps et d'énergie à chacun, il serait opportun de faire preuve d'une bonne intelligence humaine et administrative.

Dans l'attente de votre réponse, veuillez recevoir nos salutations distinguées

Le 10/11/2017  
A Montreuil

***Fabienne TITET pour le bureau national***

*Cette lettre sera rendue publique*